

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1922.

Proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

La même unanimité qui s'était affirmée dans la Section centrale de 1921, en faveur du texte transactionnel sorti de ses délibérations, s'est retrouvée au sein de la Commission spéciale, qui vient d'en reprendre l'étude à la suite du dépôt de la proposition nouvelle.

Le problème visé est l'un des plus graves et des plus urgents qui puissent se poser à l'attention du législateur puisqu'il touche aux intérêts vitaux du pays et que, de sa solution, peut dépendre l'existence même du peuple belge. Comme le montrent les développements des trois projets et propositions successivement déposés et les rapports faits par l'honorable M. Woeste avant la guerre et par moi-même en 1921. La Commission a décidé la réimpression de ce dernier en annexe du présent rapport.

C'est inspirée par les considérations rappelées, que la Commission invite instamment la Chambre à donner sans retard sa pleine approbation à la proposition de loi qui lui est soumise.

Le Rapporteur,
V. BRIFAUT.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(1) Proposition de loi, n° 48.

(2) La Commission spéciale présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. BRIFAUT, CARLIER, RAMAERKENS, SOUDAN, VAN CAENEGEM et WOESTE.

ANNEXE

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE

M. BRIFAUT

LE 8 JUILLET 1921

MESSIEURS,

Il y a peu de choses à ajouter au rapport d'une si haute portée morale et sociale présenté, en 1913, par l'honorable M. Woeste sur la proposition présentée de nouveau aujourd'hui aux délibérations de la Chambre.

Est-il nécessaire de souligner combien les leçons de la guerre ont confirmé cette loi éternelle de l'histoire qui est à la base de la législation proposée : un peuple n'est fort contre les dangers extérieurs et capable d'obtenir son plein développement économique qu'en proportion du capital humain dont il dispose, c'est-à-dire de sa richesse en bras, en intelligences, en dévouements désintéressés.

Aussi avant de travailler à la conservation et à l'amélioration du pays, tout gouvernant et tout législateur a-t-il pour devoir primordial d'assurer l'existence même du peuple.

Or, on peut dire, à bon droit, qu'un peuple atteint du fléau de la dépopulation « roule inconsciemment vers le néant » (1).

Une fois commencé, le glissement à l'abîme s'accélère avec une déconcertante rapidité.

Ce fléau sévissait et s'aggravait en Belgique avant la guerre. Il a repris de façon tout aussi inquiétante et funeste depuis.

Il est dû surtout et avant tout à la publicité et à la propagande en faveur des moyens anticonceptionnels et abortifs, poursuivies sans relâche et sans entraves, dans toutes les classes de la société et tarissant peu à peu la fécondité qui fut, jusqu'à ces toutes dernières années, une des caractéristiques de notre race.

(1) Dr Jacques BERTILLON. *La dépopulation de la France*, un volume in-8°; Paris, Alcan, éditeur, 1911 (p. 1).

Aussi des protestations nombreuses et énergiques se sont-elles élevées; véritables cris d'alarme demandant aux pouvoirs publics d'édicter « des sanctions sévères contre tous ceux qui offrent en vente sans prescription médicale, par exposition ou réclame, des moyens anticonceptionnels ou abortifs ». C'est le vœu qu'exprimait à l'unanimité, le 21 mars 1920, l'assemblée générale de la Fédération des Unions et des Œuvres pharmaceutiques belges, après avoir protesté contre ceux « qui ne rougissent pas de suggérer aux consciences faibles l'emploi de ces moyens, auxquels celles-ci ne songeraient guère sans l'habile camouflage de réclames honteuses ».

Cet appel doit être entendu. Il est impossible que ces cris d'alarme n'éveillent pas d'écho dans notre législature.

La proposition, qui ne fait que reprendre le projet déposé en 1913, remédiera à cette situation dans une très large mesure. Le pouvoir judiciaire aura désormais le moyen de réprimer une propagande criminelle qui s'étale avec un cynisme accru de jour en jour.

La guerre a infligé à la population de certains pays des pertes effroyables. Comment ne pas souligner, en passant, que le mal qui nous occupe est bien plus meurtrier encore? Ces statistiques prouvent que les différences ainsi créées entre nations prolifiques — l'Allemagne — et d'autres qui ont cessé de l'être, équivalent journellement aux pertes d'une grande bataille.

Une étude sur la natalité belge comparée d'autrefois et d'aujourd'hui, donne à cet égard des chiffres désolants surtout pour nos provinces wallonnes, et c'est à bon droit qu'étudiant ce problème, un auteur récent lui a donné ce titre douloureux et angoissant : « la Wallonie qui meurt! »

La proposition a rencontré dans les sections quelques oppositions de principe, mais très peu d'arguments hostiles.

Il est vrai que le rapporteur de 1913 avait réfuté les deux objections sérieuses déjà exprimées à cette époque, en montrant que la loi ne pourrait jamais ni contrarier les travaux scientifiques, ni nuire aux prescriptions médicales.

Il n'y a pas davantage lieu de redouter que, dans un zèle irréfléchi, nos tribunaux procèdent à des poursuites injustes et arbitraires comme d'aucuns le redoutent. Le danger de semblables abus n'existe pas plus en cette matière que dans les autres visées par nos lois pénales. Le bon sens et la liberté de critique de notre peuple nous en sont garants.

La Section centrale a cependant jugé bon, d'accord avec M. le Ministre de la Justice, de soumettre à la Chambre deux modifications qui semblent s'imposer.

D'une part pour la clarté de l'ensemble de la loi, il conviendrait de placer en 2^e paragraphe le paragraphe final de l'article 1^{er} et de substituer aux mots *visés au paragraphe 1^{er} du présent article* les mots : *contraires aux bonnes mœurs*.

D'autre part, certains membres ayant trouvé que l'interdiction prévue à la partie finale de l'article 1^{er} § 1, était trop radicale, la Section centrale a décidé de remplacer ce texte par un autre qui formerait le § 3 de l'article 1^{er} de la loi.

« Quiconque aura exposé ou distribué des objets destinés à empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente. »

C'est à l'unanimité que, sous réserve de ces modifications, la Section centrale a décidé d'inviter la Chambre à voter la proposition de loi qui lui est soumise ⁽¹⁾.

Il est bon de signaler en terminant, que cette loi qui est si opportune de faire entrer dans notre législation est beaucoup moins sévère à bien des égards que la loi du 31 juillet 1920 votée par le Parlement français en particulière urgence et presque sans discussion pour mettre fin à ce que le rapporteur au Sénat français qualifiait : « un véritable danger national »

Le Rapporteur,
V. BRIFAUT.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(1) La proposition amendée par la Section centrale est celle qui est soumise actuellement aux délibérations de la Chambre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MAART 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging der artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek en tot beteugeling der aanzetting tot vruchtafdrijving en der propagande tot het voorkomen van zwangerschap ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Dezelfde eenparigheid, welke zich had doen blijken in de Middenafdeeling van 1921, ten voordeele van den overgangstekst uit hare besprekingen ontstaan, werd ook verkregen in de bijzondere Commissie welke de studie er van heeft hervat ten gevolge van het indienen van het nieuwe voorstel.

Het bedoelde vraagpunt is een der gewichtigste en der dringendste die zich aan de aandacht van den wetgever kunnen voordoen, daar het raakt aan de levensbelangen van het land en daar, van zijne oplossing, het bestaan zelf van het Belgisch volk kan afhangen.

Dit werd, overigens, aangetoond door de toelichtingen bij de drie achtereenvolgens ingediende ontwerpen en voorstellen gevoegd, alsmede door de verslagen uitgebracht, eenerzijds, door den heer Woeste, vóór den oorlog, en, anderzijds, door mij in 1921.

De Commissie besliste dit laatste verslag als bijlage van het onderhavige te laten herdrukken.

Door al deze beschouwingen geleid, noodigt de Commissie de Kamer dringend uit, onverwijld hare volle goedkeuring te willen hechten aan het haar onderworpen wetsvoorstel.

De Verslaggever,
V. BRIFAUT.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

(1) Wetsvoorstel, n° 48.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren BRIFAUT, CARLIER, RAMAËKERS, SOUDAN, VAN CAENEGEM en WOESTE.

BIJLAGE

VERSLAG NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT

DOOR DEN

HEER BRIFAUT

DEN 8^e JULI 1921.

MIJNE HEEREN,

Aan het verslag met zulke hooge zedelijke en sociale strekking, in 1918 door den heer Woeste ingediend over het thans weer bij de Kamer aanhangig wetsvoorstel, is weinig bij te voegen.

Moet er bijzonder op gewezen worden, hoezeer de lessen van den oorlog deze eeuwige wet der geschiedenis hebben bevestigd, welke aan het voorgestelde ontwerp ten grondslag ligt, namelijk dat een volk slechts sterk staat tegenover de gevaren van buiten en slechts zijn volledige economische ontwikkeling kan bekomen in verhouding tot het menschenkapitaal waarover het beschikt, met andere woorden tot zijn aantal werkzame, verstandige en toegewijde mannen?

Ook heeft ieder Regeeringsman en ieder wetgever voor allereersten plicht het bestaan zelf van het volk te verzekeren, alvorens het behoud en de verbetering van het land te verzekeren.

Welnu, terecht mag gezegd worden dat een volk, dat door den geest der ontvolking is getroffen, « onbewust naar den afgrond glijdt » ⁽¹⁾

Is zij eenmaal begonnen, dan neemt deze afglijding naar den afgrond met ongemeene snelheid toe,

Vóór den oorlog woerde en tierde deze plaag in België. Sedert dien woedt zij opnieuw op eene onrustwekkende en schadelijke wijze,

Zij is vooral en in de eerste plaats het gevolg van de ruchtbaarmaking van en de propagande voor de middelen tot het voorkomen van zwangerschap en tot vruchtafdrijving, die onophoudend en onverhinderd in al de klassen der samen-

(1) Dr Jacques BERTILLON, *La dépopulation de la France*, Paris, Alcan, 1914 (bl. 1)

leving worden voortgezet en langzamenhand de bronnen der vruchtbaarheid strekken welke tot in deze jongste jaren een der kenmerken was van ons ras.

Ook werd er van allerlei zijden krachtig protest aangeteekend het geliefte even zoovele alarmkreten — bij de openbare overheden zij werden verzocht « strenge maatregelen te treffen tegen alwie, zonder geneeskundig voorschrift, door uitstalking of reclame, middelen tot het voorkomen van zwangerschap en tot vruchtadrijving te koop stelt ». Deze wensch werd, op 21 maart 1920, eenparig uitgedrukt op de algemeene vergadering van den Bond der Vereenigingen en Werken van de Belgische Apothekers, na verzet te hebben aangeteekend tegen hen, « die zich niet schamen, aan de zwakke zielen het gebruik dezer middelen aan te prijzen waar deze geenszins zouden aan denken zonder de sluwe verkapting van schaamteloze reclames ».

Aan dezen oproep moet gevolg gegeven worden. Die alarmkreten kunnen niet nalaten, in onze Wetgevende Kamers weergalm te vinden.

Het voorstel, dat slechts de herhaling is van het in 1913 ingediende, zal dezen toestand ruimschoots verbeteren. Voortaan zal de rechterlijke macht beschikken over het middel tot beteugeling van eene misdadige propagande, welke met een steeds grooter wordend cynisme openlijk gevoerd wordt.

De oorlog heeft aan de bevolking van sommige landen vreeselijke verliezen berokkend. Hoe zou het mogelijk zijn, terloops niet te doen aanmerken dat het kwaad, waarmee wij ons bezighouden, nog veel meer doodend is? Uit de statistieken blijkt dat de verschillen, aldus ontstaan tusschen kinderrijke landen — Duitschland, b. v. — en andere, welke opgehouden hebben het te zijn, elken dag, gelijkstaan met het verlies van een grooten veldslag.

Eene studie over het hedendaagsch geboortecijfer in België, vergeleken met dit in vorige jaren, levert dienaangaande bedroevende cijfers op, vooral voor onze Waalse provincieën, en een schrijver, die dit vraagstuk onderzocht, kon onlangs terecht daaraan den titel geven : « La Wallonie qui meurt ».

Tegen het voorstel werden in de Afdeelingen enkel principieele bezwaren, doch zeer weinig vijandelijke beweegredenen aangevoerd.

Het is waar, de verslaggever van 1913 had de twee ernstige opmerkingen, die toen de ronde deden, weerlegd door aan te toonen dat de wet nooit de wetenschappelijke werken zou kunnen dwarsboomen, noch de geneeskundige voorschriften schaden.

Evenmin kan men vreezen dat, in een onbezonnen ijver, onze rechtbanken onrechtmatige en willekeurige vervolgingen instellen, zooals sommigen dit schijnen te duchten. Het gevaar van dergelijke misbruiken bestaat in deze zaak niet meer dan in de andere, welke door onze strafwetten worden bedoeld. De gezonde zin en de vrije critiek van ons volk strekken ons tot waarborg daarvan.

De Middenafdeeling achtte het nochtans geraden — zij was het hierover eens met den Minister van Justitie —, twee wijzigingen, die volstrekt noodig voorkomen, aan de Kamer voor te stellen.

Eenerzijds ware het, duidelijkheidshalve, wenschelijk de slotparagraaf van artikel 1 op te nemen als paragraaf 2 en de woorden : « bedoeld bij § 1 van dit artikel » te vervangen door de woorden : « die met de goede zeden strijdig zijn. »

Anderzijds, daar sommige leden van meening waren dat de verbodsbepaling, vervat in het slotgedeelte van artikel 1. § 1. te radicaal was, werd door de Middenafdeeling beslist, dien tekst te vervangen door een anderen tekst, die § 2 van artikel 1 zou uitmaken.

Hij die voorwerpen bestemd om zwangerschap te voorkomen uitstelt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen. »

Mits deze wijzigingen besliste de Middenafdeeling de Kamer te verzoeken, het haar voorgelegd wetsvoorstel aan te nemen ⁽¹⁾.

Het is niet zonder nut te doen aanmerken dat deze wet, welke het zoo gepast is in de rij onzer wetten op te nemen, in vele opzichten veel minder streng is dan de wet van 31 Juli 1920, door het Fransche Parlement bij hoogdringendheid en bijna zonder debat aangenomen om een eind te maken aan wat de verslaggever in den Franschen Senaat noemde : « een oprecht nationaal gevaar ».

De Verslaggever,

A. BRIFAUT.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

(1) Het is het door de Middenafdeeling gewijzigd wetsvoorstel dat thans aan de besprekingen der Kamer is onderworpen.
